Jean-Louis Tornatore, ed., *Le Patrimoine comme expérience. Implications anthropologiques*

Anaïs Leblon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/lhomme/36889>

DOI : 10.4000/lhomme.36889

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 27 février 2020

Pagination : 156-160

ISBN : 9782713228360

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Anaïs Leblon, « Jean-Louis Tornatore, ed., *Le Patrimoine comme expérience. Implications anthropologiques* », *L'Homme* [En ligne], 233 | 2020, mis en ligne le 27 février 2020, consulté le 04 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/36889> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.36889>

En conclusion, Françoise Waquet nous apprend beaucoup sur la vie des scientifiques. Regrettons toutefois l'absence d'un index des sujets, qui faciliterait l'utilisation de l'ouvrage, et d'un glossaire qui le rendrait plus clair, certaines notions demeurant assez vagues, comme « économie ou régime émotionnel », « affects », « climax » ou « écologie »⁵. Une fois son livre refermé, on ne verra donc plus les scientifiques actuels ou les savants des XVII^e et XVIII^e siècles comme des « machines à penser » dépourvues de

sensibilité. Mais, il faut en convenir, la discrétion reste de mise, l'objectivité, la règle à respecter au mieux, et l'esprit critique, l'exigence...

Christiane De Craecker-Dussart

5. Souvenons-nous du fameux précepte que Nicolas Boileau (1636-1711) énonçait, en 1674, dans son *Art poétique* : « Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire arrivent aisément ».

Jean-Louis Tornatore, ed.

Le Patrimoine comme expérience. Implications anthropologiques

Paris, Éd. de la FMSH, 2019, 300 p., bibl., ill.

(« Ethnologie de la France et des mondes contemporains »).

LES ARTICLES réunis dans cet ouvrage sous la direction de Jean-Louis Tornatore sont issus d'un séminaire organisé à l'Université de Dijon, en 2015, au sein du Centre Georges-Chevrier, et intitulé « Patrimoine et anthropologie, quoi de neuf? », dont l'objectif était de mettre en perspective la « co-construction de l'anthropologie et du patrimoine » (p. 10). Si ce pari est réussi, avec des contributions revenant sur des expériences de recherche dans divers contextes (France, Rhodes, Tonga, Uruguay, Colombie), l'ambition de cet ouvrage le dépasse largement, Jean-Louis Tornatore proposant dans son introduction, à la fois bilan et ouverture programmatique, « cinq propositions plus une » pour une anthropologie du patrimoine comme expérience, au sens du philosophe John Dewey, et comme forme d'attachement.

Soucieux d'une anthropologie située, Jean-Louis Tornatore consacre la première partie de son introduction à contextualiser le cadre de sa réflexion, allant contre l'idée d'une « overdose » (Christian Bromberger, cité p. 9) de production sur le patrimoine en anthropologie et, plus généralement, en sciences sociales. Ce faisant, il rappelle

sa position, qu'il qualifie d'« inaudible » (p. 20) au sein de la Mission du patrimoine ethnologique et du Laboratoire d'anthropologie et d'histoire de l'institution de la culture (LAHIC), laboratoire fondé par Daniel Fabre. Ces quelques pages proposent une relecture du « moment du patrimoine ethnologique » (p. 15) et du rôle qu'ont pu y jouer la Mission du patrimoine et le Conseil du patrimoine ethnologique, dans les années 1990. Elles mettent en évidence combien la propre expérience du « terrain de l'action ethnologico-patrimoniale en région » (p. 18) de Jean-Louis Tornatore (il insiste sur ce point), en tant que conseiller en ethnologie à la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Lorraine, au milieu des années 1990, puis enseignant-chercheur, a contribué à forger son analyse des conditions de production du savoir sur le patrimoine. Loin de supposer une possible neutralité ou extériorité du chercheur face à son objet qu'il qualifie d'approche « purifiante » (p. 19), c'est au contraire la possibilité offerte à l'ethnologue par le patrimoine de participer à un projet politique dans le présent qui l'intéresse. Dans la lignée de ses précé-

dents travaux¹, il invite ainsi à poursuivre la réflexion sur les formes d'« implications anthropologiques », comme l'indique le sous-titre de l'ouvrage, et l'inévitable politisation du patrimoine et de l'ethnologue. Ce dernier est en effet conduit à prendre part, à participer, à accompagner des collectifs dans leur demande patrimoniale en tant qu'expert (Aurélié Condevaux), spécialiste, « facilitateur »², chercheur (Aurélié Condevaux, Hélène Bertheleu & Véronique Dassié), « ethnocrate » (Noël Barbe & Flavie Ailhaud). L'irruption du « Patrimoine culturel immatériel » et l'extension du domaine patrimonial, qui s'accompagnent d'une activité patrimoniale débordant le cadre institutionnel officiel (pris en charge par des associations, des érudits locaux, des groupes urbains minoritaires, des corporations professionnelles, etc.) ont créé les conditions particulièrement propices, selon lui, pour bousculer l'anthropologue dans ses méthodes, comme dans sa conceptualisation de la culture. En faisant dialoguer les analyses de l'anthropologue brésilienne engagée Manuela Carneiro da Cunha³, distinguant la culture et la « culture » comme forme d'objectivation, avec les invitations à « écrire contre la culture » de l'anthropologue féministe de « l'entre-deux », Lila Abu-Lughod⁴, ainsi que la réponse de Christoph Brumann⁵ qui plaide pour un non-abandon du concept, Jean-Louis Tornatore sort du débat franco-français qui marque le début de son propos, sans lâcher la discussion sur les postures de l'anthropologue dans son rapport à la production d'un savoir sur le patrimoine, d'un point de vue méthodologique, politique, mais aussi éthique. Ses « cinq propositions plus une » constituent ainsi une invitation à un renouvellement épistémologique de l'anthropologie des patrimoines, nourrie tout à la fois par les débats sur l'écriture de la culture outre-Atlantique, l'ontologie relationnelle d'Arturo Escobar⁶ ou les épistémologies féministes⁷, l'expérience réflexive d'une ethnologie du et dans le « moment du patrimoine ethnologique » en France, la sociologie pragmatique et le recours à

l'expérience développée par John Dewey. L'interrogation sur l'« expérience du patrimoine », si elle sert de justification à la mise en lien *a posteriori* des diverses communications au séminaire donnant lieu à cette publication, révèle une véritable portée heuristique. Jean-Louis Tornatore retient, en effet, la dimension descriptive et inclusive de l'expérience selon John Dewey, ne dissociant pas « acte et matière, sujet et objet » (p. 45) pour faire du patrimoine un « opérateur social diffus centré sur l'affirmation d'attachement à des choses ou à des êtres au nom d'une conception variable de la continuité temporelle des sociétés humaines » (p. 47). Le patrimoine se trouve ainsi encastré dans le quotidien, il est à interroger « dans l'épaisseur du présent » comme ressource de l'action politique. En proposant de sortir d'une définition du patrimoine comme regard sur le passé, forme d'expérience de la nation, ou expression identitaire, pour l'étendre

1. Cf., par exemple, Jean-Louis Tornatore, « Qu'est-ce qu'un ethnologue politisé ? Expertise et engagement en socio-anthropologie de l'activité patrimoniale », *Ethnographiques.org*, 2007, 12 (en ligne : <http://www.ethnographiques.org/2007/Tornatore>).

2. Cf. Chiara Bortolotto, « Unesco and Heritage Self Determination : Negotiating Meaning in the Committee for the Safeguarding of the ICH », in Nicolas Adell, Regina Bendix & Marcus Tauschek, eds, *Between « Imagined Communities » and « Communities of Practice ». Participation, Territory and the Making of Heritage*, Göttingen, Göttingen University Press, 2015 : 249-272.

3. Cf. Manuela Carneiro da Cunha, *Savoirs traditionnels, droits intellectuels et dialectique de la culture*, Paris, Éd. de l'Éclat, 2010 [2006] (« Terra incognita »).

4. Cf. Lila Abu-Lughod, « Écrire contre la culture : réflexions à partir d'une anthropologie de l'entre-deux », in Daniel Céfai, ed., *L'Engagement ethnographique*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2010 [1991] : 417-445.

5. Cf. Christoph Brumann, « Heritage Agnoticism : A Third Path for the Study of Cultural Heritage », *Social Anthropology/Anthropologie sociale*, 2014, 22 (2) : 173-188.

6. Cf. Arturo Escobar, *Sentir-penser avec la Terre. L'écologie au-delà de l'Occident*, Paris, Le Seuil, 2018 [2014] (« Anthropocène »).

7. Engagement qu'il traduit aussi dans son propre texte en adoptant une écriture inclusive, seul auteur du volume à le faire.

à la variabilité des formes d'attachement aux êtres et aux choses qui nous entourent (pistes suivies par plusieurs contributeurs : Anne-Marie Losonczy, Sarah Rojon, Ariela Epstein), l'objet même d'une anthropologie des patrimoines s'en trouve étendu. Ce travail de « dénouement »⁸ du patrimoine apparaît alors comme une invitation à penser « après le patrimoine ». Il est en tout cas une réaffirmation de la nécessité à sortir de la partition soi/Autre, savant/populaire, scientifique/politique.

Les différents articles sont rassemblés en deux parties, selon un découpage, un peu rhétorique. La première est intitulée « Au patrimoine, etc. ! », la métaphore du banquet symbolisant une table du patrimoine « ouverte et débordante » (p. 30) (Sagnes, Isnart, Condevaux, Epstein et Rojon) ; la seconde, « La clinique, et après ? », reprenant l'idée de clinique lancée par Noël Barbe et Émilie Nottenghem, revient sur de multiples expériences d'attention au patrimoine, de soin dans toutes leurs ambiguïtés (Losonczy, Ailhaud & Barbe, Bertheleu & Dassié, Barbe & Nottenghem). On peut regretter un décalage entre les propositions programmatiques fortes de Jean-Louis Tornatore dans l'introduction et les articles, puisque, si tous les auteurs rapportent diverses manières d'« expérimenter le patrimoine », la référence à John Dewey est absente de la plupart des contributions et, surtout, l'engagement de l'anthropologue dans le dispositif n'est pas toujours traité. Néanmoins, la variété des cas de figure présentés confirme un certain nombre d'interrogations partagées : le patrimoine comme rapport au présent, autant sinon plus qu'au passé ; l'attention au sens de l'engagement patrimonial comme forme de mobilisation politique ; la possibilité ou non du patrimoine comme levier démocratique et citoyen avec, pour corollaire, le patrimoine comme « commun » ; les rapports entre savoirs et pouvoirs ; les dissensus suscités par l'action patrimoniale.

Sylvie Sagnes questionne, tout en nuance, le rapport entre professionnels et amateurs dans le domaine de la médiation patrimoniale. En reprenant les caractéristiques de

l'« âge du patrimoine », elle montre comment la médiation illustre le passage du « patrimoine, c'est à nous » au « patrimoine, c'est nous » (Daniel Fabre, cité p. 72). La subjectivité des expériences patrimoniales la conduit alors à se demander si un partage, une construction du patrimoine comme « bien commun » est encore possible à l'heure d'une patrimonialisation de plus en plus insérée dans l'industrie du loisir. La contribution de Cyril Isnart prolonge la réflexion engagée sur le rapport subjectif au patrimoine, puisqu'il permet d'envisager la patrimonialisation comme une forme de dévotion. À partir d'un dialogue original entre le constructivisme culturel de Manuela Carneiro da Cunha et le naturalisme patrimonial de la folkloriste Barbara Kirshenblatt-Gimblett, qui sont rapprochées pour leur perception de la culture soit comme *habitus*, soit comme processus d'objectivation ou discours métaculturel, Cyril Isnart avance l'idée qu'il n'y a pas de rapport dichotomique entre ces deux perspectives, mais qu'elles se mêlent au contraire dans l'expérience quotidienne des catholiques de Rhodes : la patrimonialisation étant considérée comme une manière de vivre sa foi. La force programmatique de cette proposition, permettant de renouveler à la fois l'anthropologie du patrimoine et l'anthropologie du religieux⁹, invite également à une réhabilitation de la matérialité dans les analyses du patrimoine et à aller au-delà des catégories du politique, du religieux ou du social, pour penser la porosité des expériences subjectives. Aurélie Condevaux étudie avec finesse les contradictions entre l'appel à des démarches de co-construction des savoirs

8. Expression utilisée dans sa communication : « Les cabanes, la transe et la propriété. Éléments pour un scénario contre-hégémonique du patrimoine : vers un temps des communs », lors du séminaire « Critical Heritage Studies. Épistémologies, réception et actualité (Europe, Asie, Monde) », organisé par Caroline Bodolec (CCJ-CECMC), Cyril Isnart (IDEMEC) et Claudie Voisenat (IAC-LAHIC), le 15 avril 2019 à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), à Paris.

9. Celle-ci a été notamment développée dans son dossier d'Habilitation à diriger des recherches.

anthropologiques (dont l'acuité est particulière dans l'aire océanienne considérée) et l'appel à la participation des communautés telle que définie par la convention de 2003 de l'UNESCO. À partir de l'examen *a posteriori* de l'histoire de la candidature du Lakalaka tongien, mais aussi de sa propre expérience d'anthropologue ayant participé à plusieurs de ces performances dansées et chantées, Aurélie Condevaux révèle l'impossibilité d'une démarche participative promue par l'UNESCO dans une société fortement hiérarchisée, comme l'est la monarchie constitutionnelle tongienne. Ainsi, une anthropologue américaine s'engageant auprès des acteurs locaux dans un souci de réciprocité se trouve finalement dans le rôle d'expert en charge du dossier de candidature, invisibilisant alors les praticiens réels du Lakalaka.

Les articles d'Ariela Epstein, Sarah Rojon et d'Anne-Marie Losonczy, qui portent chacun à leur façon sur le lien aux lieux, ont en commun de partir d'une approche du patrimoine en termes d'attachement défini comme « ce à quoi nous tenons et ce qui nous tient » (Antoine Hennion, cité p. 220). Ariela Epstein décrit le patrimoine urbain comme un espace de lutte, à partir de l'ethnographie de deux quartiers de Montevideo, en Uruguay. Le premier porte les marques de la pratique du candombe de la communauté noire, progressivement évacuée du quartier, alors que ce dernier connaît un processus de valorisation patrimoniale. Le second est un quartier ouvrier de Fray Bentos, une petite ville portuaire, où la patrimonialisation des anciens sites industriels se heurte aux pratiques des habitants. Dans ce contexte, l'expérience de photo-ethnographie permet à Ariela Epstein de travailler les contre-champs de la patrimonialisation, ce qui est effacé du paysage, mais auquel les habitants sont attachés. La dimension immatérielle du paysage devient alors primordiale pour recomposer l'histoire locale, les usages passés et présents qui construisent l'espace et le temps dans les luttes contre l'État. Cette pratique engagée de la photographie révèle aussi le « faire ville » des habitants contre celui des architectes, des

historiens et des politiques. Sarah Rojon, quant à elle, explore un terrain original, celui des réseaux numériques d'amateurs de ruines. C'est peut-être, si on se situe dans une définition stricte du patrimoine, le cas le plus limite de l'ouvrage ou, pris inversement, le cas le plus exemplaire de l'extension et du renouveau des objets traités en anthropologie du patrimoine, puisqu'il s'agit de pratiques patrimoniales « non intentionnelles », n'affirmant ni un rapport au passé et à l'histoire, ni un goût pour le patrimoine, bien que pouvant en susciter. L'auteure affirme ainsi se détacher de la question de l'estampillage comme patrimoine de ces pratiques ludiques amatrices, pour proposer une « ethnographie multimodale » (p. 171) attentive aux émotions, aux attachements et à l'action politique qu'elles entraînent. Postulant une démocratisation du « discours autorisé sur le patrimoine » (Laurajane Smith, citée p. 160), Sarah Rojon formule deux hypothèses sur le fait patrimonial contemporain à l'heure des loisirs numériques : premièrement, il n'est plus question d'une approche *top down* (« de haut en bas ») ou *bottom up* (« de bas en haut »), classiquement en usage, mais bien d'une construction horizontale du patrimoine dans laquelle production et consommation se confondent ; deuxièmement, le patrimoine devient « une suite d'expériences dispersées dans le temps et l'espace » (p. 168), une expérience esthétique et artistique, ouvrant la possibilité d'une diffusion. Cet article fait ainsi écho à la réflexion plus générale, déjà engagée par Sylvie Sagnes, sur l'expérience subjective du patrimoine, mais aussi sur ses capacités à être partagée et à produire des ressources pour l'action collective. À partir de l'ethnographie des pratiques de gestion des morts après la destruction d'un village noir par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), en 2002 (soixante-dix-neuf personnes, réfugiées dans une église, trouvèrent la mort), Anne-Marie Losonczy met en lumière deux rapports opposés aux patrimoines : celui des habitants qui souhaitent conserver les ruines du village, notamment celles de l'église et continuer

à poursuivre leur gestion coutumière des malemorts, et celui de l'État proposant une politique de réparation par l'instauration d'un mémorial et d'une indemnisation financière des victimes. La réflexion sur l'attachement des jeunes, qui n'ont pas connu la « vie savoureuse » au village, en termes d'« éducation de l'attention » (Tim Ingold, cité p. 202) ici préféré à « nostalgie », est très stimulante pour renouveler l'analyse des transmissions culturelles et du lien entre mémoire et patrimoine.

Les trois derniers articles reviennent sur l'engagement de l'anthropologue. Flavie Ailhaud et Noël Barbe, dans un exercice critique de la patrimonialisation dont ils ont été les acteurs, rapportent leur expérience du classement sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO du Biou d'Arbois, une fête viticole du Jura, en présentant les trois dispositifs participatifs mis en place pour l'instruction de son dossier de candidature. Leur analyse, la seule avec l'autre contribution de Noël Barbe dans cet ouvrage qui s'inscrit explicitement dans la perspective de John Dewey, se concentre sur les dissensus nés de l'action patrimoniale pour réfléchir au rôle de l'anthropologue expert (« ethnocrate ») et mettre en avant les limites de cette expérience de co-construction des savoirs patrimoniaux. C'est à un autre type d'expérience collaborative qu'Hélène Bertheleu et Véronique Dassié se sont prêtées dans le cadre d'une recherche collective sur le patrimoine des migrations en région Centre. Moins critique que l'article de Noël Barbe sur les possibilités d'une mise en œuvre d'une démarche participative et collaborative, elles s'interrogent sur une conciliation acceptable entre une posture critique de l'anthropologue

et son expertise patrimoniale. Le dernier texte de Noël Barbe, en collaboration avec Émilie Nottenghem, revient sur quatre figurations de l'immigré dans des dispositifs patrimoniaux. Pointant, comme dans le texte de Hélène Bertheleu et Véronique Dassié, les enjeux de reconnaissance qui entourent les politiques de valorisation des patrimoines des migrations, les auteurs soutiennent que l'intégration des immigrés dans le discours patrimonial masque en réalité bien souvent leurs exclusions en tant que migrants. Les ambiguïtés accompagnant la reconnaissance des immigrés par le patrimoine servent ici une critique forte de l'idée d'une démocratie patrimoniale.

Ces différentes contributions apportent un renouvellement certain à l'anthropologie du patrimoine, l'introduction de Jean-Louis Tornatore allant jusqu'à proposer un changement paradigmatique ou, comme il l'a écrit ailleurs, un scénario contre-hégémonique du patrimoine devant l'anthropocène¹⁰. Elles intéresseront aussi à différents niveaux l'anthropologie du religieux (Cyril Isnart), de l'urbain (Ariela Epstein), du numérique (Sarah Rojon), ou encore des migrations (Noël Barbe & Émilie Nottenghem, Hélène Bertheleu & Véronique Dassié), voire tout chercheur attaché à poursuivre la réflexion sur l'engagement de l'anthropologue sur le terrain et les enjeux de pouvoirs liés à la production du savoir.

Anaïs Leblon

10. Cf. Jean-Louis Tornatore, « Pour une anthropologie pragmatiste et plébéienne du patrimoine : un scénario contre-hégémonique », *In Situ. Au regard des sciences sociales*, 2019, 1 (en ligne : <http://journals.openedition.org/insituarss/449>).